



## MUMBAI (BOMBAY) JUSTICE ET INJUSTICES

Une grande vague de démolitions a récemment frappé les implantations illégales de Mumbai. Cela ne s'était pas produit depuis longtemps, sauf en cas d'interventions d'ONG ou de campagnes de candidats en quête de suffrages. On estime que 350 000 à 400 000 personnes (90 000 logements) se trouvent ainsi dans des situations encore plus précaires qu'auparavant. Toutes les villes indiennes, grandes ou petites, sont concernées, car 25 à 45 % au moins de la population urbaine vit dans les *slums*. Cette vague de démolitions, sans être une solution, prouve qu'une démarche – inexistante jusqu'alors – a été entreprise. États des lieux par Rohit Shrinke, architecte.

Dans de nombreux textes, le droit au logement est considéré comme fondamental, tout comme l'est le droit à la propriété. Le droit d'un individu ne pouvant s'affirmer au détriment de celui d'un autre, l'implantation illégale peut ainsi apparaître comme une violation du droit individuel et collectif à la propriété. D'une année sur l'autre, et plus particulièrement en période électorale, les hommes politiques font la généreuse promesse de "régulariser" ces implantations, sans pour autant l'accompagner d'un mandat constitutionnel effectif.

Je ne parviens pas à comprendre quelle idée de justice sociale ou d'équité peut être revendiquée quand une grande partie de la population urbaine vit dans des conditions aussi inhumaines et précaires. Quelles sont ses perspectives d'avenir ? Contrairement à ce que beaucoup d'activistes sociaux voudraient nous faire croire, les *slums* ne font pas l'affaire de leurs seuls occupants. Ils intéressent également les marchands de sommeil, et ils illustrent de manière on ne peut plus manifeste le lien entre le crime organisé et les hommes politiques, la corruption et les abus de pouvoir qui règnent dans la sphère officielle et la police. Les implantations illégales telles qu'on les connaît actuellement à Mumbai ne sont pas des installations spontanées ; elles résultent d'opérations, montées par des groupes criminels en connivence avec les autorités, qui consistent à s'emparer de terrains. De très grosses sommes d'argent sont extorquées à leurs occupants sous forme de loyers



et de "commissions" (pour l'alimentation en électricité, en eau, les cartes de rationnement, etc.). Une certaine violence est également nécessaire pour entretenir ce système d'exploitation infernal. Accepter l'implantation illégale sous quelque forme que ce soit équivaut à soutenir de fait la criminalité et la corruption.

### Travailler dans les *slums*

À Mumbai, de nos jours, un diplômé qualifié peut se voir obligé d'accepter un salaire n'excédant pas 3 000 roupies (environ 56 euros) – ou même inférieur. Les *slums* favorisent cet état de fait, car ils assurent la disponibilité d'une main-d'œuvre captive à bon marché, ce qui subvertit toute l'équation économique entre les salaires et le coût de la vie. Si les implantations illégales n'étaient plus tolérées, tous les services devraient être rémunérés en fonction du coût réel de la vie urbaine.

Les *slums* nuisent à la bonne localisation des activités économiques. Comme nous le savons, ces implantations illégales sont d'importants centres de production, dans le domaine de l'alimentaire, du cuir, du caoutchouc, du plastique et de la confection. Ces activités sont en effet très répandues dans les *slums*, au détriment de la santé et de la sécurité de ceux qui les exercent et de leurs voisins. Ce volume de production permettrait d'établir et de maintenir une activité économique suffisante dans de plus petites villes, et dans de meilleures conditions. Ce qui favoriserait également la décentralisation des emplois et résoudrait à la base le problème de la migration vers les grandes villes. Officialiser la production des *slums* ferait rentrer de grosses sommes – actuellement hors contrôle – dans les caisses de l'État.

Les implantations illégales sont la preuve patente de l'échec de la planification urbaine et des organismes de logement. On peut constater avec ironie que nos politiques "socialistes" ont finalement abandonné la presque totalité des opérations de logement à des initiatives privées. La production bâtie des commissions d'État chargées du logement à Mumbai ne répond qu'à une part infime des besoins: la MHADA (Maharashtra Housing and Area Development Authority) n'a construit que 30 000 unités de logement depuis 1977, ce qui est dérisoire. Actuellement, leur principal intérêt est de contrôler les achats de terrains destinés au logement ou à d'autres types d'opérations en concluant des marchés avec des développeurs privés, plutôt que de mettre en œuvre les projets eux-mêmes.

La diversité sociale est un aspect essentiel de la ville indienne, tout particulièrement de Mumbai. Elle doit être soutenue par des politiques qui facilitent d'une manière constante l'accès au logement, à des équipements civils et sociaux et au transport. Même le plan SRA (Slum Redevelopment Authority) de 1996 – objet d'une communication intensive –, attribuant des concessions aux développeurs privés qui entre-

prennent la construction d'*encroached properties*, n'est qu'une solution de crise, un pis-aller, et non une politique envisageable à long terme. Ce modèle de financement mixte est trop réducteur. Il permet au gouvernement de se soustraire à sa responsabilité fondamentale en se liant à des initiatives privées. L'objectif d'un constructeur est certes de faire du profit – mais il est du devoir du gouvernement de fournir des logements en nombre suffisant. La mixité dans le financement du logement de masse doit s'élaborer dans le cadre d'une politique plus vaste à l'échelle de la ville-région.

Il est indispensable de concevoir de nouveaux mécanismes de développement favorisant la construction d'habitat pour tous les groupes sociaux. Nous



Photo: Getty Images

avons constaté combien la possibilité d'obtenir des prêts à taux d'intérêt de moins de 10% a favorisé l'achat de logements par la classe moyenne. Il est grand temps que les pauvres soient également considérés comme des clients potentiels. Les occupants des *slums* paient un loyer pouvant aller jusqu'à 3 000 roupies par mois pour leur logement et les services (eau, électricité, etc.). Je suis certain qu'un grand nombre d'entre eux seraient prêts à payer davantage pour un meilleur habitat, "régulier". Un nombre croissant d'urbains pourraient y accéder s'ils bénéficiaient d'un ensemble de mesures financières appropriées et de subventions pour l'achat d'un terrain. De nombreux terrains sous-utilisés, privés ou publics, pourraient ainsi être judicieusement employés.

Si, en principe, l'implantation illégale ne doit pas être tolérée, les opérations de démolition ne peuvent avoir lieu qu'accompagnées d'options de relogement immédiat et d'une politique de logement pertinente, à long terme. Le gouvernement ne peut pas exercer ses droits de manière royale, il doit s'acquitter dûment de ses devoirs.

Rohit Shrinke

Traduction : Annie Zimmermann